

COLLECTION NOUVELLE PENSÉE MODERNE

**Pouvoir & Contre-
pouvoir**
LPP 503 à 518

666 Lois, Pensées & Principes Monthomiens

Recueil à l'usage des
citoyens éduqués et des
sociétés modernes

Monthome

Version numérique

Éditions Men3

Pouvoir & Contre-pouvoir sociétale

503 à 518

16 LPP

666 Lois, Pensées & Principes Monthomiens

Extrait disponible gratuitement pour un seul téléchargement
dans le cadre d'un usage strictement privé.

Utiliser la mention « Monthome » pour toute reproduction de contenus.

M3 Editions Numériques
SAS au capital de 30 000€
39, Place Gramont
40700 Hagetmau - France
www.bookiner.com
Courriel : contact@bookiner.com
Version numérique ISBN : 9791023712278
Première diffusion : 1er Trimestre 2017

La recherche du pouvoir est un signe d'ambition face aux autres mais aussi de faiblesse face à soi-même. L'homme sain et abouti n'a pas besoin de recours au pouvoir pour s'affirmer pleinement dans son existence. En général, les ressorts du pouvoir sont utilisés ou préemptés par les individus intelligents, disposant de caractère et/ou d'un héritage, tout en étant eux-mêmes presque toujours inaboutis d'une manière ou d'une autre. Par extension, le pouvoir (position hiérarchique disposant de prérogatives ; statut ou rôle disposant d'une capacité officielle ou naturelle de commandement, de décision, d'action, de sanction ; posture d'influence exercée par séduction, autorité, force, manipulation, peur, souffrance...) s'applique communément dans un cadre général de subordination institutionnelle, de contrôle des masses, de rapport de force face à des membres, des individus ou des populations se comportant de manière relativement passive, inférieure, dominée ou suiveuse. En fait, l'exercice du pouvoir et son acceptation révèlent le niveau de mentalité générale, celui de non-aboutissement des individus concernés, ainsi que la relative médiocratie au niveau collectif.

Assurément le pouvoir est l'arme du fort contre le faible. C'est aussi le socle fondateur de tout système conservateur qui s'efforce continuellement d'en conserver et le principe et l'usage. L'argent, le titre et la compétence sont les attributs habituels du pouvoir, hormis toute forme d'autorité naturelle. Celui qui en dispose tend alors à acquérir de l'influence et de l'ascendant directif sur son environnement naturel, organisationnel, collectif, humain, puis à l'imposer de manière plus ou moins directive. Que ces attributs disparaissent et le pouvoir disparaît. La légitimité et la légalité du pouvoir reposent donc en grande partie sur un socle humain relatif et fragile, d'autant plus que celui-ci relève d'une constitution imparfaite, inaboutie, perverse et/ou de déviances psychiques caractérisées. En cela, l'exercice du pouvoir est hautement relatif et inégalitaire dans sa répartition et son application. Pour se pérenniser, il a besoin d'une structuration solide et directive justifiant le recours à des modèles sociétaux non avancés démocratiquement pratiquant la hiérarchisation, la culpabilisation, l'infantilisation, la sanction, le corporatisme, la méritocratie..., auxquels participent activement les institutions, les gouvernances, la justice, la loi... fondant tout système classique.

L'exercice du pouvoir a naturellement du bon et de l'utilité lorsqu'il s'exerce à égalité face à des contre-pouvoirs actifs et/ou en acceptant la réciprocité. Lorsque le pouvoir est éclairé et animé de bonnes intentions (programme évolutionnaire, changement positif, réformes utiles et nécessaires, commandement humaniste, clarté de la position et de la décision finale...), il permet d'accélérer le mouvement d'ensemble, de le coordonner, de l'orienter dans le bon sens. De la même manière, toute population dépendante et formatée à l'obéissance, tout homme faible et fatigué, tout individu peu instruit ou peu compétent, toute personne influençable et impressionnable, a besoin de soutien par le biais d'un chef, d'une gouvernance, d'une délégation représentative, d'institutions fortes, capables de le guider utilement, de le soutenir efficacement, de le valoriser si nécessaire sur les chemins de l'existence. Dans ce cas, le pouvoir est la moins mauvaise des solutions et peut être accepté et acceptable dans ses contreparties malgré les frustrations et mécontentements qu'il génère.

Hors personnalité hautement humaniste, aimée, efficiente, l'exercice commun du pouvoir détient en marge de sa capacité frontale d'influence, une capacité de nuisance immanente. La partie négative du pouvoir est même souvent omniprésente dans son exercice dès lors que celui-ci se veut dominant, autoritaire, absolu, en déniait l'égalité, l'équité, la tolérance, l'écoute, la critique... Il devient alors une véritable problématique entre les hommes qui n'ont alors cesse que de remplacer ses détenteurs par eux-mêmes ou par d'autres. Cette forme d'attractivité du pouvoir indique combien l'Homme n'est ni mature ni harmonieux en lui-même. Sa puissance apparente ne saurait masquer sa profonde incomplétude à devoir s'imposer de

manière plus ou moins unilatérale, contrainte, forcée, agressive, violente et non à favoriser l'égalité sereine et équilibrée des forces en présence.

Le pouvoir n'a pas vocation à être partagé au risque alors de perdre de son ascendant, de son envergure, de son intensité à le vivre. Sans qu'aucune limite ne lui soit imposée, il est de nature expansive, appropriative, autocratique, totalitariste, en relevant directement de l'égoïsme et de l'ambition personnelle. En général, le pouvoir révèle la personnalité profonde de celui ou de celle qui l'exerce dans ses aspects positifs mais aussi négatifs. Profiter pour soi devient bien plus fort que donner aux autres. Il n'y a pas d'altruisme dans l'exercice du pouvoir sauf à vouloir plaire à certains moments, séduire certaines personnes, être aimé de tous, pratiquer la démagogie pour conserver le pouvoir du rôle ou du titre. En étant transverse à la raison, au sentiment et à l'émotion, le pouvoir consacre habituellement des postures stéréotypées, non naturelles, amplifiées, distantes, qui s'éloignent du naturel et de l'authenticité et, même dans ce cas, accentuent certains traits de caractère. Tous les hommes ne sont pas capables d'exercer le pouvoir ni doués pour le leadership, faisant que ceux qui ne le sont pas font de mauvais chefs en propageant, en toute légalité, leurs déviances et problèmes psychologiques.

Tant que le pouvoir (politique, familial, hiérarchique, statutaire, économique, financier, culturel, religieux...) utilise les rapports de dominance, de hiérarchie et de verticalisation entre les hommes, il produit *de facto* la soumission, la passivité, la docilité, ainsi que la crainte, la peur, le stress, liés à l'exercice unilatéral de l'autorité. Autant de sentiments et de postures qui infantilisent les individus lorsqu'ils sont soumis aux ordres et aux décisions d'hommes et de femmes de pouvoir à l'intelligence relationnelle défailante ou insuffisante. Il est aussi vrai qu'il existe un consensus non dit dans l'exercice du pouvoir entre les acteurs dominants et les dominés ou subordonnés. L'acceptation à subir l'exercice du pouvoir est souvent une manière pour l'obligé d'être guidé, managé, orienté en le soulageant de décisions, d'actions à mener et de responsabilités à prendre. En cela, le pouvoir se nourrit principalement de l'inaboutissement volontaire des hommes, de leur manque d'affirmation, d'une insuffisance chronique en matière d'autonomie individuelle et citoyenne.

L'exercice du pouvoir agit comme une forme de délégation à conduire les hommes, les organisations, les projets et/ou les événements par l'autorité, elle-même associée à un *quibus* pour la représentation et la défense d'intérêts privés et/ou collectifs. Cette faculté à agir par procuration, mandat, mission, traduit parfaitement le rapport dominant/dominé et plus largement l'exercice sociabilisé et civilisé d'un rapport de force primaire de nature animale. La prévalence d'un rapport de force «hard» ou «soft» par la hiérarchisation ne conduit pas à l'élévation de l'Humain mais le retient, au contraire, dans une condition intermédiaire de contrôle, de conditionnement et de formatage en matière d'évolution. En cela, l'obligation de supporter le pouvoir n'est pas compatible avec l'épanouissement de soi, le bonheur durable, l'aboutissement de soi.

Le plus souvent associé à l'ordre, l'exercice du pouvoir se justifie pour coordonner, homogénéiser, rendre cohérente une démarche impliquant plusieurs intervenants. Il suppose qu'un individu, ou une gouvernance, prenne le commandement et dispose d'un accès privilégié à l'ensemble des informations et/ou des ressources disponibles pour conduire sans entrave le mouvement général. Ce modèle de conduite des hommes et des projets est ainsi majoritairement confiscatoire de liberté de décision, voire d'action et d'expression, pour la plupart des individus concernés qui ne peuvent que suivre, se soumettre ou se démettre. Le rapport à la démocratie ne peut être entier mais forcément limité et encadré, même si cautionné par les procédures de délégation qui induisent ensuite une normalité à l'accepter ainsi.

Sachant que le pouvoir n'est généralement pas issu du leadership naturel mais de la méritocratie, de l'obtention d'un rang, d'une fonction, d'un statut, d'un rôle, il perpétue un état d'esprit foncièrement conservateur, ambitieux d'avantages particuliers, soucieux d'image sociale, le tout dynamisé par la recherche de satisfaction de certains besoins, de certaines pulsions ou certains fantasmes. Si l'homme de pouvoir n'accède pas à une satisfaction quelconque dans l'exercice de sa charge, il implose alors lentement sous le poids des responsabilités et des contraintes. Pour éviter cela, l'homme de pouvoir tend à déléguer une partie de ses prérogatives (hiérarchisation) de façon à réduire sa responsabilité présente, technique, psychologique, légale et/ou personnelle, en cas de mauvais résultat ou de défaillance. Aussi plus la responsabilité réelle est diluée hiérarchiquement, moins l'exercice du pouvoir au sommet justifie un différentiel notable de traitement, de privilèges et de rémunération. C'est d'ailleurs la dilution hiérarchique qui induit très souvent une non-responsabilité du sommet (sauf éviction) aux dépens de maillons et fusibles intermédiaires.

Il est évident que plus un groupe est important, plus il est nécessaire de fluidifier et de faciliter les décisions affectant la vie courante de tous. La concentration du pouvoir entre quelques mains est souhaitable à une triple condition : qu'il existe au sein de l'organisation des contre-pouvoirs d'égale importance ; que les décisions importantes soient soumises à la majorité ; que le représentant du pouvoir soit à tout moment révocable par décision collective. L'esprit de démocratie ne s'accommode pas de la personnalisation du pouvoir, du lustre et de la solennité accordée aux gens de pouvoir. C'est même un signe passéiste, rétrograde, réactionnaire, qui doit être combattu par la citoyenneté avancée. La verticalisation du pouvoir doit être évitée ou alors contrôlée de bas en haut. Le modèle évolutionnaire le mieux adapté est celui de l'horizontalité avec un maximum d'autonomie dans l'exercice de la compétence.

L'horizontalité dans le partage du pouvoir est l'avenir des sociétés modernes. Pour cela, il faut replacer l'Homme au centre de la décision collective en évitant au maximum la délégation et le mandat à moyen et long terme sans supervision ni monitoring régulier. Tout pouvoir doit être mis sous contrôle de manière proportionnée à l'étendue de son exercice. La meilleure manière consiste à le répartir de manière simultanée et équilibrée entre tous les acteurs volontaires disposant de la compétence adéquate. Au lieu d'imposer une organisation verticalisée, il s'agit de répartir la responsabilité sur autant de têtes qu'existent de missions décisives. Il ne s'agit pas d'inverser la pyramide qui n'est qu'un faux déplacement du centre de gravité du pouvoir mais de l'arbitrer sans échelon intermédiaire ou alors au strict minimum avec un seul échelon intermédiaire entre l'exécutant/utilisateur et le décisionnaire final.

Considérant que le pouvoir c'est la décision et que sans décision il n'existe pas de pouvoir, il faut former un maximum d'individus à la bonne prise de décision. Ne pas le faire c'est agir de manière liberticide, donc non démocratique, et entretenir l'infantilisation des masses ou pour le moins refuser l'adultisme chez l'individu-citoyen. Même si l'usage conservateur est fort et omniprésent dans la conduite des hommes et des masses à exercer par réflexe des archétypes conformistes et académiques, l'homme évolué doit pouvoir sortir de cette mémoire de forme de type animal. Certainement viable jusqu'à une certaine limite d'évolution (ou de non-évolution) au sein de tout groupement humain, l'archétype du pouvoir est l'exemple type du réflexe conservateur devant être largué en cours d'ascension évolutionnaire.

À force de s'accrocher à certaines qualités du pouvoir on en oublie tous les défauts qui parasitent sans cesse l'intelligence relationnelle entre les hommes. L'exercice du pouvoir est loin d'être la voie optimale à suivre dans les sociétés modernes. En plaçant des hommes devant d'autres hommes en leur accordant le droit de les représenter, de les guider, de décider pour eux, c'est une forme de négation évolutionnaire qui se perpétue. C'est la marque évidente du

système à considérer qu'une minorité d'acteurs préemptés par lui est plus utile au fonctionnement sociétal et organisationnel qu'une majorité laissée libre d'elle-même. L'exercice du pouvoir est un paradigme savamment entretenu par l'académisme, l'élitisme, le corporatisme, les réseaux, les influents économiques et financiers, perclus de dogmes et de pratiques conservatrices dans la défense d'intérêts évidents déniaient ainsi superbement l'esprit de démocratie. Une sorte de grand doigt d'honneur en quelque sorte !

Accepter la notion de pouvoir ou combattre l'exercice discrétionnaire chez ses détenteurs est un dilemme permanent pour l'individu lambda. Il s'agit pour lui de prendre position en ayant déjà une opinion et/ou une décision préorientée. Comment combattre le pouvoir en place dans ces conditions sans s'opposer directement à ses règles, rejeter le modèle, se rebeller face à la tutelle de l'autorité ? En acceptant le pouvoir d'autrui sur soi et/ou sur sa propre capacité libertaire, c'est tout un contexte relationnel qui se met en place et se pérennise au plus profond de l'esprit en perpétuant la docilité, l'obéissance, le suivisme, la crainte, la soumission, le fait d'être placé sous domination. C'est aussi tout un raisonnement qui s'applique à justifier toutes les formes de réponses juridiques, comportementales, morales, dogmatiques, voire manipulatoires. En cela, le pouvoir n'est pas d'essence de l'esprit de démocratie et s'oppose même à certaines de ses valeurs majeures telles que l'autodiscipline, l'autonomie, le discernement, la capacité de libre arbitre, l'affirmation de soi, l'application du principe de réciprocité...

Dans le prolongement démocratique du modèle sociétal classique un compromis doit être établi en faveur d'un équilibre proportionné entre pouvoir et contre-pouvoirs actifs. Ce ne doit plus être le pouvoir qui accepte ou tolère le contre-pouvoir mais la multiplicité des contre-pouvoirs qui doit entériner l'unilatéralité éventuelle des mandats de pouvoir. L'objectif doit être de réduire la dépendance des uns par rapport à la dominance des autres mais aussi d'encadrer de nombreuses pratiques conservatrices fondées sur le sens unique allant du haut vers le bas. Aussi, bien mieux que l'inversion révolutionnaire préconisant le pouvoir du bas vers le haut, la relation transversale ou horizontale est largement plus évolutionnaire et positive sur le fond. Elle est aussi plus exigeante et qualitative dans la démarche avec un démarrage certainement moins facile à mettre en œuvre mais qui devient ensuite bien plus efficace et stable en rythme de croisière. Dans une alternative sociétale proposant le choix entre un pouvoir par le haut, un pouvoir par le bas ou un pouvoir équilibré de manière transverse, il est alors évident que rien n'est moins évident.

Il est d'abord clair que de la façon dont le pouvoir s'exerce, celui-ci façonne la conduite des hommes ainsi que la nature profonde des relations humaines. Par exemple, la plupart des générations contemporaines éduquées mais dont la vie courante est façonnée par le système opteront tout naturellement pour la permanence du pouvoir par le haut. À l'inverse, la frange de contemporains moins éduqués, plus pauvres, moins bien traités par le système, aura une inclination naturelle pour opter en faveur du pouvoir par le bas. Pour les hommes et les femmes adultes, matures, aboutis, les deux premières options sont insatisfaisantes. Il n'existe pour eux qu'une seule possibilité viable et pérenne, celle du pouvoir transversal et horizontalisé.

Tant qu'une majorité d'individus est conditionnée dès le plus jeune âge à l'obéissance *via* toute forme de formatage et de conditionnement, le pouvoir du haut vers le bas dispose pour eux de la plus forte légitimité et nécessité à s'appliquer en priorité. Lorsque la tendance est à l'ouverture d'esprit *via* l'éducation, la compétence, l'affirmation de soi, le discernement, l'esprit de responsabilité, le tout associé à une capacité d'autodiscipline et d'autonomie, alors l'exercice du pouvoir de l'Homme sur l'Homme n'a plus aucun intérêt ni raison d'être. Le seul pouvoir descendant qui puisse se justifier sans réserve est le pouvoir de l'Homme sur la machine et sur l'environnement.

L'exercice du pouvoir est donc foncièrement relatif même s'il contribue à accélérer la maturité de ceux qui le pratiquent. En élargissant l'analyse des situations, en prenant conscience des conséquences de ses décisions, en s'impliquant dans la réalité du moment, en s'obligeant à passer à l'acte, il augmente le taux de responsabilisation, de conscientisation et de maturité. Ce qui est très bon pour l'homme sain et intègre. Le problème lorsque l'individu souffre de torsions mentales caractérisées (fort empirisme, manipulation, narcissisme, frustration, complexes, psychorigidité, agressivité, paranoïa, schizophrénie, psychopathie...), c'est que l'exercice du pouvoir accélère et amplifie ces tendances en les imposant plus ouvertement et fréquemment à autrui. C'est aussi le cas chez la plupart des sujets jeunes encore verts dans l'expérience de la vie ou professionnelle, chez les autodidactes accédant à des postes de responsabilité, chez les actifs qui doivent assumer un rôle précis soumis à des attendus précis.

Tant que l'Homme n'est pas foncièrement compétent, assagi et mieux encore abouti en lui-même, il ne faut pas laisser le pouvoir et le contre-pouvoir entre n'importe quelles mains. Le problème est double dans les deux cas à savoir l'émergence possible de postures psychologiques à polarité négative et surtout le risque permanent de reprise en main du poste et de l'individu par le système en place. C'est d'ailleurs cette éventualité qui contamine à terme tout pouvoir et contre-pouvoir en propageant des profils standardisés et formatés aux postes de commandement, en imposant des méthodes conventionnelles, en récompensant et valorisant les plus méritants ou au contraire en oubliant, sanctionnant ou évacuant les moins dociles, en retournant et assagissant par les avantages et privilèges les personnalités plus rebelles, iconoclastes ou indépendantes au départ.

La standardisation des méthodes et le stéréotype des profils font que l'exercice du pouvoir en politique, dans la gouvernance, la direction d'une entité quelconque, dans les multiples rôles à responsabilité, est souvent en parfaite contradiction avec l'esprit de démocratie. Une évidence lorsque la plupart des acteurs ne disposent pas toujours de grandes et belles qualités humaines. Il semble même que le pouvoir s'appuie le plus souvent sur des personnalités au comportement associant à un niveau préalable d'imposition de soi (s'imposer devant les autres) une double attitude majoritairement fondée sur l'agressivité et la manipulation. Ces tendances attitudinaires impliquent généralement chez le récepteur lui-même l'adoption d'un comportement stéréotypé, codifié, voire dépersonnalisé. De la même manière lorsque l'individu doit exercer par obligation contractuelle une autorité quelconque sur autrui (personnel de sécurité, enseignant, fonctionnaire, middle management...) et que ce dernier ne dispose pas des « qualités » nécessaires, n'est pas la hauteur du rôle, a du mal à s'imposer, à se faire respecter ou obéir, alors l'interaction sociale induit forcément des tensions visibles dégradant progressivement l'ambiance, le climat général.

Si la sélection naturelle est souvent décisive en matière d'accession aux postes à responsabilité (caractère, charisme, beauté, qualités physiques et/ou intellectuelles, âge, expérience...), la sélection non naturelle (diplôme, méritocratie, héritage, cooptation, avancement hiérarchique, coup de piston...) joue également beaucoup sur la cohésion ou non des individus concernés. De la même manière, l'impact lié au transfert de pouvoir à des entités non humaines (robot, androïde, machine, aide à la décision...) tend inévitablement à lisser, aseptiser, indifférencier, rendre prévisible la directivité des comportements. Aussi faire de la quête du pouvoir permanent et entier un idéal de réalisation de soi prouve combien l'homme ou la femme qui l'ambitionne est foncièrement inabouti, en manque de quelque chose, atteint de problèmes psychiques ou en recherche chronique de compensation, malgré toute son intelligence, détermination et compétence. Il y a aussi gros à parier qu'un grand nombre de prétendants aux postes de pouvoir ou de contre-pouvoir sont assez éloignés d'objectifs personnels purement démocratiques, altruistes ou humanistes et que ceux qui, au départ, en sont animés

évoluent progressivement vers l'inverse en s'accrochant aux avantages directs et personnels de la fonction.

LPP 503 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Tout pouvoir s'anime d'une dominance ponctuelle, structurelle, forcée ou acceptée. Sans dominance il n'y a pas d'exercice du pouvoir faisant que plus la dominance est forte, plus le pouvoir exercé est important. La meilleure façon d'exercer le pouvoir entre individus intelligents et avisés n'est pas de manière unilatérale et/ou du haut vers le bas mais de le coupler à un contre-pouvoir d'égale importance dans l'esprit de démocratie. Bien mieux qu'une séparation des pouvoirs, l'idéal en société comme dans toute organisation est qu'il n'existe aucun pouvoir dominant mais seulement une réciprocité omniprésente en mode adulte. Dans le cas où le pouvoir s'exerce en mode hiérarchique, celui-ci doit être compensé de manière proportionnelle par un ou plusieurs contre-pouvoirs dont la somme doit être égale au pouvoir lui-même, ni plus ni moins.

LPP 504 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Il n'existe pas d'autorité sans pouvoir ni d'exercice du pouvoir sans autorité. Le problème est de savoir ce que l'on entend par autorité. Force et contrainte exercée sur autrui ou respect et estime provenant d'autrui, la véritable autorité est celle qui ne s'impose pas mais qui s'accepte naturellement. Selon la manière dont l'autorité est exercée se définit le pouvoir et inversement. L'exercice du pouvoir n'est jamais neutre en s'adaptant à la personnalité profonde des individus qui l'utilisent ou se l'approprient révélant ainsi leur rapport conscient et inconscient à l'autorité. La plupart des raisons profondes justifiant l'autoritarisme sont de nature psychologique ou psychiatrique dans le besoin de dominance et/ou de supériorité exercé sur autrui. À cela s'ajoutent éventuellement les besoins de prestige, de vanité, d'égoïsme ou encore des tendances à l'agressivité structurelle, à la psychorigidité..., soit autant de facettes de la personnalité qui ne relèvent pas vraiment d'une sérénité intérieure ou d'un aboutissement de soi. À l'inverse, le véritable exercice positif du pouvoir relève obligatoirement du respect mutuel librement consenti et non d'une autorité imposée à sens unique. Il consacre alors la véritable intelligence relationnelle.

LPP 505 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Il ne peut y avoir d'exercice du pouvoir sans créer un lien de domination de l'Homme sur l'Homme, de l'institution sur le citoyen ou de l'organisation sur le salarié. Aucun pouvoir n'est neutre du point de vue relationnel en entretenant le rapport de force, la supériorité d'un côté et la subordination de l'autre (docilité, infantilisation, culpabilisation, sentiment d'infériorité...). Le problème est dans l'obligation de se soumettre, d'accepter la subordination obligeant celui ou celle qui la subit à accepter les conditions et les règles ou alors à s'y opposer ou se démettre. L'autorité unilatérale dans l'exercice du pouvoir est toujours issue du rapport de force animal conduisant à toutes les formes d'excès : appropriation, possession, asservissement, assujettissement, hégémonie, omnipotence, despotisme, dictature, oppression, joug... En cela, le pouvoir est un instrument de domination qu'on le veuille ou non. Il est aussi l'instrument idéal pour ceux qui ne possèdent pas suffisamment de conviction, d'enthousiasme, d'affirmation de soi, de charisme, de maîtrise compétentielle, leur permettant ainsi de gommer une partie de leurs faiblesses sociales, économiques, intellectuelles, relationnelles, caractérielles, comportementales, principalement par le recours au titre, au rôle, aux attributs attachés.

LPP 506 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Accorder trop de contre-pouvoir, c'est retomber dans les mêmes excès que le pouvoir. Le bon équilibre dans l'exercice du pouvoir et du contre-pouvoir est dans la rotation régulière des rôles de direction et de management au sein des acteurs de l'organisation concernée. La meilleure solution entre toutes est que chacun dispose d'un pouvoir de décider proportionnellement à ses capacités réelles dans le cadre de la mise en œuvre du principe d'horizontalité. Un bon contre-pouvoir n'est pas une copie conforme du pouvoir et ne doit pas

être animé de la volonté de diriger ni de dicter à autrui ce qu'il doit faire ou ne pas faire. L'exercice d'un véritable contre-pouvoir suppose la référence constante à quatre grands principes actifs :

1. L'exercice de règles éthiques et déontologiques imposées à tous et de manière identique fondées sur les valeurs de l'esprit de démocratie ;
2. La non-personnalisation des rôles, fonctions, statuts, en évitant les honneurs, les privilèges, les avantages, la médiatisation, le marketing appliqué à l'image ;
3. La durée limitée du mandat attaché à toute forme de pouvoir afin d'éviter le carriérisme, les relations d'influence, les habitudes de dominance, la rente de situation, l'attrait de la rémunération ;
4. La mise en place d'une entité de surveillance, de contrôle, d'intervention, disposant de moyens d'agir proportionnés à ceux du pouvoir en place tout en étant animée d'un turnover de citoyens anonymes ou d'acteurs bénévoles directement concernés.

LPP 507 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Il existe plusieurs formes de pouvoir. Entre le pouvoir statutaire à grande échelle et le pouvoir d'influence subtil entre deux personnes, il existe tout un nuancier de pratiques parmi lesquelles chacun s'approprie une manière de faire. Quoi qu'il en soit, le véritable bon exercice du pouvoir est dans la décision qui respecte l'autre et favorise la dignité pour soi. Il est dans l'invitation et la motivation à faire et à agir sans avoir jamais besoin de s'imposer par l'autorité mais uniquement par le respect et l'acceptation sincère que cela suppose. Tout homme de qualité qui pratique le pouvoir directorial, financier, entrepreneurial, politique, administratif... sait forcément le rendre humain, bienveillant, entraînant et motivant. À l'inverse, le pouvoir qui repose uniquement sur l'autorité de la chose imposée est un mauvais pouvoir même si légal et officiel. Il doit être contesté et refusé car il induit plus d'entropie profonde dans les relations humaines que d'ordre apparent. Lorsque le pouvoir est vécu comme une contrainte, un stress, une non-motivation, c'est forcément que l'homme aux commandes n'est pas de qualité. Il ne faut donc pas s'étonner que le cocktail habituel du pouvoir fondé sur l'influence, l'ordre, l'autorité, la division, puisse entraîner un jour ou l'autre des déviances collectives, personnelles, relationnelles, des abus, des ambitions aux dépens d'autrui, des perversions, des manipulations.

LPP 508 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Le bon exercice du pouvoir est plus une contrainte qu'une motivation. Il suppose des devoirs bien plus que des avantages. Dans une démocratie, il n'est écrit nulle part que des adultes égaux en droits obligent certains à subir le pouvoir et d'autres à l'exercer sans que ne s'imposent des contreparties équitables envers tous ceux qui le subissent et des devoirs proportionnés pour ceux qui l'exercent. En créant une différence de traitement en faveur de l'homme de pouvoir, le système perpétue des inégalités structurelles sans même s'en rendre compte. Le pouvoir se nourrit des différences et les exploite. C'est parce qu'il existe le plus souvent une différence de force physique, d'âge, de savoir, de diplôme, de compétence, d'appartenance, d'ethnie, de sexe, de titre, de statut, de rôle, de rang social, de patrimoine, de pouvoir économique, que le pouvoir s'applique et s'impose. C'est la différence, l'écart, la singularité, reposant généralement sur un sentiment intime de supériorité, voire d'infériorité, et/ou de défense d'intérêts particuliers, que se justifie communément le recours au pouvoir ainsi que la manifestation de l'autorité. Cela explique pourquoi le pouvoir entretient sciemment les différences entre les hommes dans l'objectif de mieux les contrôler de manière directive. En cela, il est le bras armé du conservatisme, de la verticalisation pyramidale et de la hiérarchie dans les groupes humains.

LPP 509 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Le pouvoir n'est pas du tout une nécessité entre les individus. Dans un groupe ou un collectif d'individus disposant d'un niveau égal de statut il n'est nul besoin d'autorité ni d'exercice du pouvoir pour que chacun s'affirme. Plus le niveau d'aboutissement est élevé entre les individus, moins l'exercice du pouvoir et de l'autorité n'a d'intérêt ni d'utilité. C'est l'évolution naturelle de l'Homme que de s'extraire de toute forme de soumission à un quelconque pouvoir d'influence. Le transfert du pouvoir exogène exercé par autrui ou une institution doit s'opérer sous forme de pouvoir sur soi-même *via* l'autodiscipline, le discernement, l'esprit de responsabilité, la proactivité, le passage à l'acte, la maîtrise du risque... La consécration des valeurs de l'esprit de démocratie tend à transformer radicalement l'exercice classique du pouvoir, voire à l'annuler. À l'inverse, le pouvoir exogène se développe en proportion du degré d'inaboutissement de l'individu chargé de l'appliquer ou de le subir. Ainsi, moins l'individu est abouti en lui-même, plus il tend à compenser son état d'incomplétude, de faiblesse dans la personnalité, de déviance psychiatrique, d'insuffisance en certains domaines, par l'exercice forcé de l'autorité et/ou d'un relatif pouvoir d'influence lorsque son titre ou rôle le permet. Il en est de même chez l'individu inabouti subissant docilement la domination, la hiérarchie, la soumission, en y trouvant un avantage certain lorsque cette dépendance est couplée à des motivations vénales, sécuritaires, de survie économique ou vitale. Dans les deux cas, autorité et pouvoir ou dépendance et docilité, masquent des déficiences dans l'accomplissement individuel ainsi que des imperfections notables dans l'usage fait des valeurs de l'esprit de démocratie.

LPP 510 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Le pouvoir est blanc, gris ou noir. Le pouvoir blanc est celui qui est objectivement positif pour toutes les parties prenantes. Le pouvoir gris est celui qui utilise toutes sortes de stratagèmes pour mener à bien sa mission. Le pouvoir noir est celui qui s'exerce à l'encontre des droits humains dans une finalité négative. En donnant le pouvoir à un individu inabouti celui-ci devient immédiatement gris ou noir. C'est le cas lorsque l'individu peut manifester à tout moment de la jalousie, de l'autoritarisme, de la frustration, une forte subjectivité, de l'étroitesse de vue, du sectarisme ou toute autre forme de déviance psychique. La tendance est alors de glisser vers l'excès, l'abus, l'exagération, notamment lorsque l'exercice du pouvoir est lui-même justifié par l'ordre, la loi, la sécurité, la morale, les intérêts à défendre. Malgré le masque social, c'est la partie grise ou noire qui est largement majoritaire dans la plupart des sociétés et organisations. Honni soit donc celui qui défend la primauté du pouvoir comme moyen d'appliquer la démocratie. Il n'a rien compris aux valeurs et aux grands enjeux démocratiques ou alors ne veut rien entendre !

LPP 511 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Forcer un individu dans l'exercice du pouvoir n'est jamais bon pour soi. Assuré de sa supériorité relative, l'homme de pouvoir doit se méfier de l'effet boomerang d'un pouvoir mal exercé. La confiance et la certitude qui animent la décision ne sauraient supprimer l'évidence d'un effet retour. Comme de toute action physique mal engagée découle forcément une réaction naturelle de sens opposé. Forcer l'individu à se plier aux injonctions imposées par la coercition du pouvoir et de l'autorité fait perdre automatiquement toute forme de respect, de légitimité, voire de crédibilité, chez celui ou celle qui exerce ce type de pouvoir. Même non dite et sans résistance, l'acceptation subie du pouvoir nourrit en profondeur le refus, la colère, la haine, la vengeance, la fuite et toute forme de comportements d'évitement. Sauf à se transformer en syndrome de Stockholm à partir de circonstances particulières, toute forme de soumission et/ou de crainte consécutive à l'exercice jugé injuste ou inadéquat du pouvoir entretient le négatif relationnel. Un négatif qui peut prendre trois directions différentes et/ou complémentaires : l'obéissance passive, servile, résignée ; la réciprocité indirecte, manipulatrice ; l'agressivité latente ou violente. Pour que l'exercice du pouvoir génère du

positif, il est nécessaire de recourir à toute forme de contre-pouvoir et/ou de contreparties équilibrés permettant de réduire les tensions psychiques et relationnelles inhérentes à la perception et au ressenti d'un forçage mental jugé inadéquat.

LPP 512 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Sauf nécessité évidente de commandement opérationnel dans la conduite militaire, policière, sécuritaire, l'exercice du pouvoir traduit souvent l'incurie, l'incompétence, la réalité de faiblesses chroniques, chez celui ou celle qui s'y réfère mal, en use et en abuse. Alors que le pouvoir doit être un moyen d'agir utilement, d'orienter durablement, de rendre facile, motivant et atteignable un objectif, de favoriser l'efficacité et la participation à une situation donnée, de trancher un problème en y apportant la solution adéquate, tout ce qui le dénature par les artifices de la domination, de la coercition, de la nuisance, produit et entretient l'entropie dans les relations humaines. C'est notamment le cas dans la relation familiale ou de groupe, dans la pratique politique, institutionnelle, entrepreneuriale, organisationnelle, dans lesquelles l'image du père, du dirigeant, du responsable, de l'influent, s'impose et/ou se valorise par les artifices du rôle, du titre, du statut. Ce type de pouvoir fondé sur la domination et/ou le rapport de force consacre davantage la nécessité d'un maintien de l'ordre, de la hiérarchie, des privilèges, en faveur des dominants ou du système en place que celui de l'émancipation respectueuse de tous. Il est clair dans l'absolu que tout homme sain d'esprit, adulte, compétent et autonome, n'a aucunement besoin de subir un quelconque pouvoir de contrainte ou d'autorité à faire pour conduire sa vie. La pratique du pouvoir entre les hommes relève davantage d'un formatage conservateur chez certains à le revendiquer et d'un conditionnement de masse chez la plupart des autres à le subir que d'une nécessité existentielle. Faire croire à son impérieuse utilité et nécessité, hors situation exceptionnelle ou évidente, est une inversion caractérisée, une tromperie commune relayée et acceptée par tous les inaboutis du monde. Tout homme sain, compétent et bien informé, peut tout à fait décider de manière autonome et se diriger par lui-même sans avoir besoin de la tutelle directive d'autrui.

LPP 513 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Placer un individu devant ou au-dessus d'un autre, c'est prolonger l'animal en l'homme. C'est oublier que la force de l'esprit, l'élévation de la conscience humaine, permettent justement de sortir de ce registre intermédiaire dans le vivant. En perpétuant les modèles de pouvoir on perpétue l'animal en l'homme et son cortège d'inaboutissement chronique. Il faut, au contraire, libérer l'Homme des entraves du pouvoir au maximum en faisant en sorte que le pouvoir soit en lui et non chez autrui. Lorsque le pouvoir est en soi, il devient une force évolutionnaire. Lorsque le pouvoir est chez autrui, il traduit l'enchaînement et l'aliénation aux autres, soit un caractère fondamentalement non ou faiblement évolutionnaire. De la même manière l'exercice prolongé du pouvoir sur autrui tend à devenir propriétaire, discriminant, critique sur le plan moral, voire douteux, dès lors qu'il s'installe dans l'habitude de dominance, la durée, la personnalisation, ainsi que dans le discours moral ou idéologique. Plus le pouvoir s'exerce, plus il tend à créer une présence décalée, élitiste sur tout le reste, ainsi qu'une distance relationnelle entre les hommes qui en profitent et ceux qui le subissent. La propriété du pouvoir est proportionnelle à son périmètre d'action en occupant tout l'espace disponible par réduction des marges de manœuvre d'autrui, fragilisation des positions placées sous sa coupe, inhibition de toute forme de concurrence possible, opposition systématique à ce qui dérange l'ordre ainsi établi. C'est la raison pour laquelle l'exercice du pouvoir est proportionnel au degré d'inaboutissement humain faisant que plus l'Homme est inabouti, plus celui-ci a besoin de pouvoir pour s'affirmer face et/ou contre les autres. Tout cela est quotidiennement démontré par l'ensemble des manœuvres, tactiques, techniques managériales et autres stratégies plus ou moins agressives, manipulatrices, perverses, dont usent les hommes au sein

des groupes et des organisations. C'est aussi la raison pour laquelle le pouvoir s'oppose souvent à l'esprit de démocratie en animant directement la dynamique de systématisation.

LPP 514 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Le vrai contre-pouvoir n'est pas forcément un anti-pouvoir. Il est davantage dans la capacité à s'affranchir soi-même du pouvoir exercé par autrui. Le meilleur moyen est d'acquérir l'esprit de responsabilité en s'imposant une autodiscipline, des valeurs à respecter et un effort constant à être efficient dans l'ensemble de ses états d'être. C'est le vide de réflexion ou de solution, la faible affirmation de soi, l'absence de volonté dans le passage à l'acte, la carence ou l'impéritie dans la compétence, qui donnent à l'exercice du pouvoir son étrange pouvoir d'hypnose, de captation, de rayonnement influent, sur le mental des individus plus faibles ou fragiles. Pour ceux qui exercent régulièrement le pouvoir ou l'ambitionnent il est nécessaire de ne pas confondre l'exercice de la vraie responsabilité personnelle et l'exercice du pouvoir statutaire, officiel. Alors que l'individu responsable décide en assumant loyalement les conséquences de ses actes et propos, l'homme de pouvoir prend régulièrement des décisions, dirige le destin collectif, influence le choix des individus, manipule avec des arrière-pensées, défend ses propres intérêts, profite ouvertement des prérogatives de la fonction exercée. D'un côté, il existe une honnêteté intellectuelle et de l'autre, une simple honnêteté bourgeoise. Il est également observable que l'homme de pouvoir est souvent irresponsable en niant les évidences de ses décisions et positions, ou en rejetant les conséquences de ses propres actes, même lorsque ceux-ci sont réalisés aux dépens du collectif. Sauf à perdre les prérogatives de son mandat, ce qui n'est pas grand-chose en soi, il n'assume que rarement la sanction personnelle, la culpabilité, l'obligation de réciprocité. En cela, l'homme de pouvoir bardé de médailles, de titres, de fonctions élitistes, d'avantages financiers ou matériels, n'est pas un modèle à suivre ni à propager tant le mimétisme est grand entre la plupart des tenants du pouvoir institutionnel, économique, politique, médiatique, culturel... Le bon pouvoir ou contre-pouvoir existe naturellement à condition que celui-ci s'exerce dans l'esprit de démocratie c'est-à-dire dans la loyauté, le respect d'autrui et l'honnêteté intellectuelle. Il devient alors un pouvoir responsable dans la modestie, le respect et l'écoute d'autrui, supposant à la base des individus sains, intègres et pleinement adultes.

LPP 515 – Pouvoir & Contre-pouvoir

L'homme de pouvoir est d'autant plus remplaçable et contournable que son modèle d'exercice est imparfait et/ou réparti sur d'autres individus. Si l'empreinte créée par l'homme de pouvoir est forte au moment de son exercice, d'autres empreintes sont possibles dans un large spectre de novation ou de différence. Il suffit que d'autres individus disposent de compétences égales ou suffisantes pour s'apercevoir qu'un remplacement est toujours possible sans grande variation qualitative sur le fond. Cela est dû au fait que l'empreinte humaine sur une organisation déjà existante est bien moins déterminante que le caractère autoporteur de celle-ci. C'est surtout au moment de la conception, du passage à l'acte créatif et opérationnel, du lancement opérationnel, de la décision stratégique ou encore dans la résolution de problèmes majeurs, que l'humain est déterminant. Hors cela, tout homme est remplaçable dans la gestion, l'administration, la production, la conduite des hommes, des projets et des affaires. Aussi lorsque le pouvoir s'associe à la personnalisation et à l'attribution d'avantages spécifiques, l'usage comme la tradition ont tout faux. C'est la raison pour laquelle tout pouvoir doit être désacralisé et considéré uniquement pour ce qu'il est, à savoir la légitimité d'une prise de décision adéquate et responsable. Dès lors que l'adéquation dans la décision ou la réponse apportée est faible ou contraire aux intérêts du plus grand nombre, le pouvoir doit changer de main sans tarder et ne bénéficier surtout d'aucune rente de situation.

LPP 516 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Le mauvais exercice du pouvoir détruit la motivation de ceux qui le supportent. Un pouvoir mal exercé, sans esprit de responsabilité, ne contribue ni à favoriser l'émancipation saine des individus placés sous son autorité ni à améliorer leurs valeurs et capacités d'affirmation. La transmission de pouvoir aux mains de personnalités non fiables, inconstantes, inabouties, contribue à prolonger indéfiniment l'infantilisation, la soumission, la passivité, l'agressivité, la manipulation en toute masse captive d'individus. Le pouvoir ou contre-pouvoir mal exercé (autoritarisme, personnalisation, solennité, égocentrisme, valorisation du titre, forte hiérarchisation, élitisme...) perpétue également la médiocratie en toute forme d'inaboutissement individuel et collectif. Il est évident que le mauvais exercice du pouvoir produit forcément un effet retour négatif, un effet boomerang un jour ou l'autre, chez tous ceux qui l'exercent. C'est quasiment physique et moral à la fois. De la même manière, plus l'exercice du pouvoir est personnalisé, plus il devient contestable dans le temps et la durée. Rassurant en espérance comme en début d'exercice, il devient vite pervers, conventionnel et habituel par l'insuffisance humaine et/ou les écarts constatés entre promesses et réalité. Cette oxydation rapide du pouvoir nécessite un changement régulier de tête(s) au sein de toute gouvernance, alors que paradoxalement l'individu s'accroche aux attributs du pouvoir dont il dispose pour ne plus vouloir le lâcher. Il ne faut pas croire que l'expérience enrichit définitivement la décision et que l'âge apporte inmanquablement plus de sagesse. Il suffit de voir comment l'homme de pouvoir stagne ou régresse plus qu'il ne progresse véritablement dans la mentalité et le fond de sa conscience, pour s'apercevoir que c'est davantage éloigné du pouvoir que l'Homme devient apaisé dans le meilleur de lui-même, sauf naturellement chez ceux qui en ont abusé ou vivent de nostalgie.

LPP 517 – Pouvoir & Contre-pouvoir

L'autocensure dans l'exercice du pouvoir est la seule voie évolutionnaire qui vaille. Il ne s'agit pas d'autocensure dans ses propres libertés fondamentales mais d'autocensure en regard de l'influence exercée sur autrui. Le respect sincère de la personne, ainsi que du citoyen dans le domaine public, suppose de savoir se contrôler parfaitement dans l'exercice du pouvoir et de l'autorité. Pour l'homme ou la femme de bien amené(e) à diriger, c'est le meilleur des contre-pouvoirs que celui d'intégrer par avance une autolimitation discernée dans sa propre pratique. Il s'agit là de ne pas tomber dans le piège de la vanité, de la supériorité, de l'euphorisation ou de l'addiction. Contrôler le pouvoir de l'intérieur vaut beaucoup mieux que de l'imposer par la force ou l'autorité. Plus l'autoritarisme s'impose à la place du respect naturel, moins l'individu qui l'exerce devient porteur d'exemplarité même si celui-ci réussit à se faire accepter par la peur, la crainte, la déférence, l'obligation contractuelle ou par la soumission apparente. Par principe, l'autorité agit dans le présent et la réalité du moment mais crée les conditions de son propre refus ou de sa contestation lorsqu'aujourd'hui s'efface ou que demain l'Homme se libère de ses tutelles. Malgré l'empreinte mentale, le formatage et le conditionnement que produit l'autorité sur l'individu lambda en créant chez lui un certain mimétisme à la dupliquer et l'appliquer pour son propre compte, tout homme sain et bien construit psychologiquement tend au contraire à l'éviter et ne pas se l'approprier. Il sait que l'autorité imposée par le biais du pouvoir est mère castratrice chez l'individu soumis en produisant l'hostilité cachée, en courbant la personnalité vers le non-aboutissement, en réduisant le rayonnement positif et en altérant l'exemplarité, même si le système honore et récompense généralement l'obéissance et la docilité suiveuse. De la même manière, tout ce qui renforce l'autorité et le pouvoir par les signes ostentatoires du titre, du statut, du rôle, des attributs, de la force publique et/ou par la capacité de sanction, de répression, de punition, de culpabilisation, produit l'origine de la déviance et/ou des déficiences caractéristiques dans la pratique démocratique.

LPP 518 – Pouvoir & Contre-pouvoir

Le pouvoir doit se plier aux exigences de la démocratie et non s'imposer au nom de la démocratie. L'idéal dans l'exercice du pouvoir et des contre-pouvoirs doit être celui de favoriser l'élévation des individus, leur affirmation jusqu'à l'autodiscipline et la pratique discernée, et non rechercher leur soumission, leur docilité et leur sage obéissance. La bonne pratique du pouvoir suppose d'abord une bonne connaissance de soi et des autres, de la confiance en soi et en autrui, un respect constant envers tous ceux qui doivent suivre, subir, accepter, se conformer aux attendus de la situation. L'exercice loyal du pouvoir est dans l'esprit de responsabilité permanent en sachant se sacrifier en premier si nécessaire. Il est aussi dans l'autocritique sincère de ses propres décisions, dans la remise en cause de ses propres prérogatives, dans l'acceptation assumée des contraintes de la fonction. Tout ce qui sort de ces évidences consacre le mauvais exercice du pouvoir. En somme, le bon exercice du pouvoir est dans l'effort, la modestie et l'humilité constants à s'exposer devant ou au-dessus des autres. Il n'a rien à voir avec la vanité de l'image, l'égoïsme, la démonstration d'un modèle de domination ou l'expression conquérante d'une ambition personnelle.

Monthome

Autres Extraits téléchargeables sur www.bookiner.com
avec nombre de LPP

Préface - Préambule - Critique de l'existant
Avenir (26)
Besoin dominant (37)
Changement (48)
Citoyen du monde (24)
Compétence (51)
Comportement avisé (31)
Conscientisation (16)
Démocratie citoyenne (47)
Destin des hommes et des sociétés (31)
Domination économique (23)
Évidences & Bon sens (22)
Information médiatique (27)
Liberté humaine (21)
Loi & Légalité (39)
Médiocratie (18)
Mentalité dominante (15)
Ordre croissant (10)
Phénoménologie sociétale (16)
Pouvoir & Contre-pouvoir (16)
Progrès démocratique & Passage à l'acte (21)
Réciprocité (10)
Systemisation (41)
Universalité (35)
Vérité (41)
Conclusion